



Séance ordinaire du mardi 3 octobre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trois octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Environnement - Adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Initiative internationale 4 pour 1000 - Déclaration d'intention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a adopté son Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAETs) 2021-2026 le 2 février 2023. La trajectoire vise une neutralité carbone d'ici à 2050 qui repose, d'une part, sur une baisse des émissions de gaz à effet de serre et, d'autre part, une séquestration carbone à hauteur de 240 téqCO₂.

La Métropole, convaincue qu'une action publique en faveur de l'agroécologie et de l'alimentation est une réponse durable et intégrée à la crise climatique, au maintien de l'économie agricole, au déclin de la biodiversité, à la fragilité des ressources en eau et à la précarité alimentaire, a affirmé sa volonté de co-construire et mettre en œuvre la politique publique agroécologique et alimentaire (P2A) avec les 31 communes et les partenaires acteurs de l'écosystème alimentaire et agricole, la communauté scientifique et les territoires voisins.

La P2A vise ainsi à répondre à cinq finalités :

- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir l'emploi agricole et agroalimentaire local ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

Par ailleurs, dans le cadre de la stratégie Zéro Déchet de Montpellier Méditerranée Métropole, la captation et la valorisation des biodéchets constituent un enjeu majeur et prioritaire. La Métropole développe une pluralité de moyens de collecte à disposition des usagers et privilégie le recours massif au compostage sur des zones plus rurales de la Métropole. Ce retour au sol des matières organiques contribue au maintien de la fertilité des sols sans utilisation d'intrants chimiques, de lutte contre l'érosion et de séquestration carbone. Il permet ainsi de répondre aux problématiques de préservation des terres et d'accompagnement à la transition agro-écologique, en cohérence avec les démarches relatives au PCAETs et au Projet Alimentaire Territorial.

Une Initiative internationale « 4 pour 1000 » a été lancée le 1^{er} décembre 2015 par le ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, à l'occasion de la COP21 qui s'est tenue à Paris. Elle vise à favoriser la séquestration carbone dans les sols agricoles et forestiers. La hausse de la quantité de carbone stockée va ainsi contribuer à :

- Stabiliser le climat (atténuation des quantités de CO₂ dans l'atmosphère) ;
- S'adapter aux changements climatiques en cours ;
- Assurer la sécurité alimentaire globale en fournissant de la nourriture en quantité suffisante et de qualité.

La gouvernance de cette Initiative repose sur 4 instances :

Le Consortium des Membres, qui décide des orientations politiques, des programmes de travail, du budget, des indicateurs pour le référentiel d'évaluation des projets... Il constitue une coopération volontaire et ne crée aucun droit ni aucune obligation juridiquement contraignant entre ses membres ou envers aucune autre organisation. Le Consortium ne dispose pas de la personnalité juridique. Sont membres les signataires de la déclaration d'intention de l'initiative.

Le Forum des Partenaires, constitué d'entreprises privés, qui est consulté sur les orientations, les collaborations et les partenariats... Il est l'instance où se construisent les partenariats et collaborations renforcées entre les membres du Consortium et les partenaires de l'Initiative.

Le Comité Scientifique et Technique, constitué de 14 scientifiques de renom issus des 5 continents et couvrant un large champ disciplinaire.

Le Secrétariat exécutif, qui apporte son soutien aux 3 instances précédentes.

En juin 2020, un Plan Stratégique de l'Initiative internationale « 4 pour 1000 » a été adopté. Il guide l'action de l'Initiative jusqu'en 2050, avec notamment pour vision : « *des sols sains et riches en carbone partout dans le monde, pour lutter contre le changement climatique et mettre un terme à la faim* ».

Afin de soutenir cette démarche, la Métropole souhaite adhérer en signant la déclaration d'intention de Paris et, ainsi, rejoindre le consortium des membres.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Initiative internationale « 4 pour 1000 » ;
- D'approuver les termes de la déclaration d'intention de Paris ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la déclaration, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 17/10/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 octobre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231003-245804-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 17/10/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 228357_Annexe_4p1000_Declaration.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.